

Il faut en revenir à l'Europe souhaitée par le général de Gaulle.

[Patrice Huiban](#) est Président du [Nouvel Essor Français](#) et l'auteur d'[Osons changer le modèle français](#).

1/ Quel regard le St Cyrien que vous êtes porte-t-il sur l'état des techniques, moyens et outils dont dispose la France ?

Je ne sais pas si le regard d'un saint-cyrien est spécifique ?.

Quoi qu'il en soit, je pense que la situation actuelle du pays laisse un goût amer, le sentiment d'un immense gâchis tant le potentiel de la France est élevé de par sa géographie, ses talents scientifiques, les compétences de sa main-d'œuvre, l'esprit entrepreneurial qui y souffle à nouveau, condition sine qua non pour créer des richesses dans nos territoires et financer ainsi de façon pérenne et souveraine, et non pas l'endettement, notre prospérité, notre niveau de vie et tous les services associés (santé, éducation, justice, etc.).

Ce potentiel est plus que jamais élevé avec une population davantage prête au sursaut qu'il y a trente ans. Pourquoi ? Il y a un retour du patriotisme, une très bonne nouvelle en soi, c'est-à-dire une puissante attente de collectif, dans toutes les couches de la société. Il n'y a qu'à regarder les emballages des produits en rayon. Dès qu'il est ne serait-ce que conçu en France, il y a un gros logo bleu-blanc-rouge. Le but des entreprises n'étant pas de faire du patriotisme pour du patriotisme, mais de faire prospérer un modèle économique, cela traduit une forte attente des citoyens remontée par toutes les études marketing, pour des raisons sociale et

environnementale ou pour des raisons d'emploi, de compétitivité. Le « Made in France » rassemble ainsi au-delà des courants politiques, à droite comme à gauche.

Une première difficulté est que là où ce retour du patriotisme est le plus faible, c'est chez ceux qui sont payés pour porter l'étendard, pour sonner le tocsin du renouveau, à savoir les hauts-fonctionnaires que je connais bien pour en être, qui conseillent et irriguent le monde politique. Y règne majoritairement et a minima un conformisme résigné ou, pire, une logique post-nationale de dissolution de la Nation dans des ensembles supranationaux.

Au-delà, sur le fond, ce potentiel est gâché par une mauvaise gestion de l'argent public qui asphyxie le pays à petit feu, les marges de nos PME, qui emploient 70% des salariés dans nos territoires, et le pouvoir d'achat des actifs. A titre d'exemple, une étude KPMG de 2019 montre que le résultat net (par définition après impôts) d'une entreprise qui fait 34M€ de chiffre d'affaires est de 5M€ aux Pays-Bas, 4,4M€ en Allemagne, 3M€ en Italie et... 1M€ en France ! Et ces pays ne sont pas des enfers sociaux, mais au contraire des contrées qui affichent des indicateurs socio-économiques généralement meilleurs que les nôtres. Du côté des actifs et selon l'IFRAP, sur 100€ versés par les employeurs, les salariés français perçoivent 47€ contre 60€ en moyenne au sein de l'UE et 70€ en Suisse, pays qui affiche des taux de pauvreté et même d'inégalités inférieurs aux nôtres.

2/ Avec Nouvel Essor Français, vous dites vouloir « changer le modèle » français. Peut-on vous demander le modèle que vous avez vous-même « en magasin » ?

Le modèle alternatif que l'on propose peut se résumer en trois axes.

- Faire vivre notre modèle social et environnemental de haut niveau en ramenant les prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociales) qui pèsent sur

nos PME dans la moyenne européenne et en augmentant notre effort global de recherche, les pays les plus dynamiques sur le temps long (Corée du Sud, Allemagne, Etats-Unis notamment) y consacrant 3,5% à 4,5% de leur PIB contre 2,2% en France. De façon imagée, il s'agit de faire grossir le gâteau avant de partager les parts.

- Mettre des moyens sur le terrain dans les 5 fonctions de base attendues par les citoyens : Education, Santé, Justice, Sécurité et Défense.
- Financer cette politique en diminuant de façon ciblée de 10% la dépense publique, soit 150Md€, en respectant 3 principes : remettre l'Etat sur la stratégie (le Quoi et le Pourquoi ?) et laisser aux acteurs dans les territoires (les maires, les préfets, les entreprises, les branches professionnelles, etc.) le soin du « comment » atteindre les objectifs nationaux déclinés localement ; moins d'agents dans les bureaux et plus sur le terrain, « moins de gras et plus de muscles » ; ne jamais séparer le décideur du payeur afin de responsabiliser les acteurs, un maire élu démocratiquement sur un projet n'ayant au mieux la main que sur 40% de son budget par exemple.

3/ La guerre économique vous semble-t-elle aussi une affaire militaire ? Plus généralement, et en écho à une tribune dont vous fûtes signataire, les militaires doivent-ils s'engager davantage en politique ?

Oui, il y a de fortes analogies entre le monde économique et le monde militaire. Dans les deux cas, des acteurs aux intérêts divers, voire opposés, se confrontent dans une dialectique des volontés, dans une partie d'échecs à plusieurs acteurs, afin d'atteindre leurs objectifs respectifs. On y trouve les notions complémentaires de stratégie et de tactique, souvent confondues dans le monde civil. On y trouve également une nécessaire agilité permise par une chaîne de commandement simple et réactive, une connexion permanente aux

réalités du terrain – via une interaction naturelle entre les échelons de décisions et les échelons opérationnels – et une autonomie laissée aux acteurs à partir du moment où ils savent situer leur action au regard des grands objectifs de leur organisation.

Oui, j'ai cosigné une tribune dans Le Figaro en 2015 pour dénoncer une discrimination dont font l'objet les militaires, à savoir une impossibilité pratique à s'engager dans le débat d'idées. C'est statutairement possible, mais à travers l'interdiction qui leur est faite d'adhérer à un parti politique (les militaires sont les seuls citoyens concernés avec les préfets en fonction) et un détachement sans solde en cas d'élection, y compris sur une liste dans une commune de plus de 9000 habitants, ils sont condamnés, sauf exception, à des candidatures de témoignage. Cela me semble totalement incohérent et anachronique. Incohérent car pourquoi ces interdictions aux militaires et pas à d'autres dépositaires de fonctions éminemment régaliennes comme les magistrats ? Pourquoi cette différence de traitement entre un policier et un gendarme ? Anachronique car les militaires prouvent chaque jour et au péril de leur vie leur loyauté à la volonté politique du moment quelle qu'elle soit. Il n'y a jamais eu à proprement parler de coup d'état militaire en France en dépit des nombreuses vicissitudes de notre histoire, le 18 brumaire étant un coup d'Etat politique. En quoi des hommes et des femmes prêts à tout donner pour la défense de la terre de nos pères et de ses valeurs seraient-ils illégitimes à participer activement à la construction de la France de nos enfants ?

Oui, les militaires devraient pouvoir s'engager en politique comme tout citoyen, conformément à l'article Premier de notre Constitution qui stipule que « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. ». Et ce n'est pas qu'une question juridique. En effet, les militaires et anciens militaires sont des décideurs

qui placent plus naturellement le collectif et les intérêts du pays au-dessus des contingences personnelles et partisans du moment en mêlant intégrité, désintéressement, courage et vision à long terme, faisant fi d'une logique politicienne de courte vue. Ce n'est ainsi par un hasard si la plupart des grands chefs d'Etat des pays démocratiques ont connu une solide expérience militaire comme Washington, Bonaparte, de Gaulle, Churchill, Eisenhower, Kennedy, Pompidou, etc.

4/ National, libéral, social. Le bâton de sourcier politique est-il nécessairement obligé de se laisser aimer par l'une seule de ces directions, ou l'heure d'une symbiose est-elle enfin arrivée ?

Je ne sais pas si l'heure de la symbiose est arrivée, mais elle est impérieuse ! A l'heure où l'on célèbre les 80 ans de la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943, la France a besoin d'un puissant projet de refondation, transpartisan car pragmatique, tout grand pays devant se réinventer tous les 50/100 ans. On l'a fait sous Bonaparte, en 1945 et il est l'heure de le faire aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que le modèle français n'est plus viable, pérenne. C'est une fuite en avant monétaire, budgétaire et financière d'un côté avec un pays qui est de moins en moins tenu de l'autre (sécurité, justice, etc.). Pour que nos compatriotes comprennent bien, la France est comme un ménage qui gagnerait 3000€ par mois et dépenserait 4500€... Cela ne peut pas durer, d'autant plus que nos créanciers (fonds de pensions, fonds souverains, banques d'affaires, assurances, etc.) sont majoritairement étrangers. Quand ils n'ont plus confiance en la capacité de la France à soutenir sa dette à long terme, la première conséquence est une prime de risques qui augmente, ce qui commence à être le cas aujourd'hui avec les intérêts de notre dette qui atteignent 50 Md€, soit l'équivalent du budget des armées ! Et la phase suivante consiste en une mise sous tutelle du pays par des instances supranationales (FME, BCE, FMI) le temps de rétablir nos comptes dans l'urgence. Et là, c'est l'épargne des Français

qui est menacée, car leurs 6000 Md€ d'économies hors immobilier couvrent largement les 3000 Md€ de dette publique. Concrètement, et c'est prévu par la loi Sapin II de 2016, les épargnants ne pourraient plus disposer comme ils le souhaitent de leurs assurances-vie, de leurs livrets, etc., le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) pouvant bloquer temporairement les mouvements de retraits.

Pour redresser le pays et évoquer l'effondrement précité, il nous faut donc travailler à un projet capable d'embarquer une majorité de Français dans des réformes d'ampleur pour remettre à plat l'action publique, soit l'action de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Nous n'en avons pas pour notre argent ! Avec des prélèvements et des dépenses records, on devrait avoir les meilleurs services publics au monde. Or, chacun constate les dysfonctionnements grandissants de l'Ecole, de la Justice, de l'Hôpital, etc. Le nœud gordien du sursaut français consiste donc à améliorer grandement l'action publique tout en rétablissant nos comptes, soit 150 Md€ d'économies ciblées. Et c'est largement possible ! Mais pour cela, il faut bosser, soulever le capot de la machine Etat au sens large pour améliorer grandement l'efficacité et l'efficience de la dépense publique, dépenser beaucoup mieux en somme. Une hausse de la dépense publique sans réformes structurelles d'ampleur aurait même l'effet paradoxal de détériorer la qualité des services publics, l'essentiel des ressources additionnelles étant captées par l'administration de gestion, « les bureaux », le « Back Office », au détriment des agents sur le terrain au contact des administrés, agents détournés de leur mission par une suradministration première bénéficiaire de la manne publique. A dépense égale par rapport à la richesse produite (PIB), nous avons ainsi 30% d'administratifs en plus et 30% de soignants en moins dans nos hopitaux que les Allemands.

Le pragmatisme doit donc être la boussole d'un programme de refondation comme celui que [Nouvel Essor Français](#) met sur la

table, « La haute politique n'étant que le bon sens appliqué aux grandes choses. » (Napoléon Bonaparte). Le général de Gaulle, qui a réfléchi à un puissant projet pour la France durant sa traversée du désert, était libéral, social, sociétal suivant les sujets et les moments avec un seul objectif : la grandeur et l'indépendance de la France. Il a à la fois rétabli les comptes et libéralisé l'économie avec le plan Pinay-Rueff, pris des mesures sociales avec la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, l'intéressement et la participation et adopté des mesures sociétales avec la légalisation de la contraception pour les femmes en 1967.

5/ Qu'inspirent nos finances publiques à l'ancien conseiller à la Cour des Comptes ?

Comme évoqué supra, nos comptes ne sont plus tenus. C'est une fuite en avant monétaire, budgétaire et financière qui nous met entre les mains de la BCE et derrière l'Allemagne. Nous ne sommes plus souverains rien que par nos comptes ! Ce n'est pas un hasard si le général de Gaulle a tenu en priorité à les rétablir en 1958 alors que la France était, on l'oublie souvent, sous tutelle du FMI. Ce n'était pas par dogme libéral, mais pour avoir les coudées franches pour mener à bien sa politique industrielle, militaire et diplomatique. Aujourd'hui, le déficit public de la France, essentiellement celui de l'Etat, est équivalent à l'ensemble du déficit public de la zone euro ! Et oui, cela paraît surréaliste depuis Paris, mais de nombreux pays du continent sont en excédent budgétaire, à peine deux ans après la sortie de la crise sanitaire. Et plutôt que d'avoir le courage de mieux gérer l'argent public, sacré car l'argent des Français, on fait tourner la planche à billets pour éponger, « acheter » nos déficits. Mais nos créanciers s'impatiente et ces euros qui inondent la zone finissent par générer de l'inflation, la guerre en Ukraine ayant bon dos ! Il ne faut pas être prix Nobel en économie pour savoir que quand on « produit » plus de monnaie que de biens et services à vendre, ce sont les prix qui grimpent, la monnaie perdant de sa valeur.

6/ Quelle est la marge de manoeuvre d'une France au sein de l'UE sous évidente influence américaine ?

Certes, l'UE est une contrainte pour notre pays, mais cette contrainte est largement exagérée par certains. C'est même mentir aux Français que de dire qu'une sortie de l'UE et de la zone euro résoudrait nos problèmes comme par enchantement, nous dispenserait de tout effort. Ce n'est pas Bruxelles qui nous empêche de remettre de l'ordre dans nos comptes publics, de réformer l'administration, de diminuer les impôts, taxes et cotisations sur les ménages et les entreprises, de reconquérir certains territoires perdus de la République, etc. Le cadre actuel permet à la France de défendre ses intérêts... à la condition que ses gouvernements le veuillent ! Par lâcheté ou par idéologie pro-Europe fédérale, nous nous mettons nous-mêmes des règles qui vont souvent bien au-delà de ce qui est exigé par l'Union. Il y a pléthore d'exemples : l'énergie, le logement, l'agriculture, l'environnement, etc. Les autres Etats montrent qu'il est possible de défendre ses intérêts sans quitter l'UE, l'Allemagne en tête, mais aussi le Danemark, la Pologne, la Hongrie, etc. La Cour constitutionnelle fédérale allemande se réserve ainsi le droit de déclarer inapplicable en Allemagne un acte juridique de l'Union européenne qui ne respecterait pas les « qualités inhérentes à l'identité constitutionnelle » protégées par la Constitution allemande ou qui outrepasserait les compétences de l'Union après avoir donné l'occasion à sa Cour de justice (CJUE) de statuer sur l'acte en question. Et si la France s'oppose à une mesure, qui pourra la contraindre ? L'UE sans la France est morte de fait.

Pour autant, il faut stopper le processus actuel d'approfondissement et d'élargissement qui engendre des transferts de compétences toujours plus nombreux à Bruxelles. On a ainsi des politiques qui disent qu'il faut donner plus de pouvoir aux acteurs sur le terrain alors qu'ils ne s'opposent pas, ou même cautionnent, ces transferts de compétences. C'est schizophrénique ! On reproduit les errements du centralisme

français à Bruxelles. Si le jacobinisme a eu ses vertus, l'Etat ayant fait la Nation en France, exception mondiale, il n'est plus de mise aujourd'hui. La société est tellement complexe et évolue tellement vite qu'on est « condamné » à un girondisme pragmatique, soit laisser le « comment » atteindre localement les objectifs définis nationalement. On l'a vu pendant la crise de la Covid-19. Quand l'Etat a voulu tout gérer en mode hospitalo-centré au début, ce fut un fiasco. Quand il a enfin fait confiance aux maires, aux préfets, aux entreprises, aux cliniques privées, aux médecins libéraux, cela a d'emblée mieux fonctionné.

Par conséquent, il faut en revenir à l'Europe souhaitée par le général de Gaulle, une Europe « levier d'Archimède » pour chaque Etat membre, soit une Europe confédérale, une Europe de nations souveraines qui mènent des projets en commun sur des sujets où ils n'ont pas individuellement la taille critique pour concurrencer des puissances comme la Chine ou les Etats-Unis. En résumé, il s'agit d'un Bruxit et non d'un Frexit !

7/ Vous paraît-il illusoire de réunir un peuple en faisant appel à...son intelligence, plutôt qu'en ayant recours à la séduction ou à l'usage de la force ?

Quand on est un démocrate sincère, on ne peut que faire confiance à l'intelligence collective, au bon sens des citoyens, le bon sens étant avec la bêtise la chose la mieux partagée. Ce n'est pas une question de diplôme ! La séduction et/ou la force peuvent permettre de gagner une bataille, de gagner à court terme à l'image de la réforme des retraites, mais on ne peut pas embarquer une nation dans un sursaut historique, aujourd'hui indispensable, sans miser sur la pédagogie, la sincérité, l'exemple afin de susciter la confiance et le respect.

Il est navrant de constater que des décideurs au plus haut niveau rejettent la faute sur les citoyens plutôt que de se remettre en cause face à leur incapacité à convaincre, se

réfugiant souvent, comme tout mauvais chef, sur leur statut pour s'imposer. S'il suffisait d'être surdiplômé pour bien diriger au plus haut niveau, cela se saurait, on serait la première puissance européenne depuis au moins 40 ans ! L'Histoire montre que les qualités principales d'un grand dirigeant sont avant tout le courage, l'humilité et la lucidité, bien plus que ses diplômes ! Ce fut ainsi le cas de Lech Walesa, électricien, qui a mené avec succès la transition de la Pologne vers la démocratie, mais aussi de Gerhard Schröder, initialement simple vendeur dans une quincaillerie, qui a mené les courageuses réformes qui ont lancé l'Allemagne sur 25 ans de prospérité. On pense également à Luiz Inacio Lula da Silva, ouvrier métallurgiste, qui a quitté le pouvoir après deux mandats consécutifs en 2010 avec plus de 80% d'opinions favorables ou à Pierre Bérégovoy, un des meilleurs ministres de l'économie de la Ve République bien que titulaire d'un simple CAP.

La promesse de notre République est que chaque Français a dans son berceau le grand collier de la Légion d'Honneur, l'attribut du chef de l'Etat. Tout le monde ne souhaite pas être président de la République, mais tout le monde peut l'être.

Pour autant, pour faire de la politique à haut niveau, il ne faut pas s'armer uniquement de grands principes, être « fleur bleue ». S'il faut avoir un projet clair et des idéaux, être animé par la soif de servir et le mépris de ceux qui se servent, il faut également être un excellent tacticien. On ne peut espérer arriver au pouvoir et y rester sans manœuvrer habilement. La ligne rouge est de ne jamais vendre son âme, de ne jamais déroger aux intérêts supérieurs de la Nation, de la Patrie et de la République, soit faire des compromis sans jamais verser dans la compromission. La politique politicienne n'a de sens qu'au service d'un grand dessein pour le pays, soit la tactique au service d'une stratégie. La tactique pour la tactique, c'est le macronisme, c'est comme marcher en

évitant les obstacles sans savoir où on va...

Enfin, il faut aimer les Français. Il est à la mode aujourd'hui de dire, de façon plus ou moins sincère, qu'on aime la France, qu'on est patriote. En revanche, je n'entends jamais un politique dire qu'il aime ses compatriotes. Pourtant, c'est fondamental ! Un grand Homme politique n'est pas le premier de cordée ou encore moins le premier des Français. C'est avant tout le premier serviteur de la Nation, celui qui va la représenter et la défendre bec et ongles, celui qui va « mouiller le maillot » pour les siens en étant à leur contact et à leur écoute en permanence, suivant en cela cette citation de Montesquieu : « Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un si grand génie ; il ne faut pas être au-dessus des hommes, il faut être avec eux. ».

La tâche est donc éminemment difficile et c'est pour cela que nous avons beaucoup de politiques qui pensent à la prochaine élection et très peu d'hommes ou de femmes d'Etat qui pensent à la prochaine génération. Cela demande des qualités difficilement conciliables en un seul individu : il faut à la fois avoir une vision de long terme au-dessus de la mêlée en étant habité par son pays, être humble, être lucide, être intègre et prendre autant de plaisir à boire une pinte au bar du coin en discutant Tiercé ou Ligue des champions de football qu'à échanger avec les grands de ce monde.

8/ Vous paraît-il intéressant de donner davantage de pouvoir aux régions, notamment dans la libre allocation qu'elles pourraient faire des moyens qui lui sont versés par l'Etat ?

Comme précédemment évoqué, le jacobinisme a eu ses vertus, mais il montre aujourd'hui ses limites. La société est tellement complexe et évolue tellement vite qu'il faut laisser de l'initiative aux acteurs de terrains, dont les conseils régionaux, pour déterminer les voies et moyens d'atteindre les objectifs nationaux déclinés localement, au regard des

contraintes de chaque territoire.

Cependant, cela n'est viable qu'à deux conditions :

- définir clairement les responsabilités du Conseil régional et lui laisser la main sur son budget, soit lever l'impôt pour financer son projet ;
- revenir sur le découpage de la loi NOTRe de 2015 afin de donner aux Régions une véritable cohérence socioéconomique et historique.

9/ La technologie nous permet aujourd'hui de contrefaire à peu près tout. Comment vous projetez-vous dans un monde où il sera bientôt impossible de distinguer le vrai du faux ?

Je ne suis pas aussi pessimiste. Toutes les innovations ont soulevé par le passé des craintes et peuvent être utilisées pour le meilleur ou pour le pire comme l'énergie nucléaire. A chaque mesure des contre-mesures à l'image de l'obus et de la cuirasse. On pourra développer des moyens pour continuer à distinguer le vrai du faux.

10/ On a l'impression qu'à part Sun Tzu, personne ne cite de stratégie dont les enseignements soient applicables à la vie ordinaire du nombre. Nous dépanneriez-vous ?

Il est logique de Sun Tzu soit célèbre aujourd'hui car c'est le grand théoricien de la stratégie indirecte, soit quelque part le théoricien du soft power, de l'influence, de l'intelligence économique, dans une société qui abhorre désormais l'affrontement direct cher à Clausewitz. Mais Sun Tzu n'est pas le seul théoricien de la stratégie indirecte. Vous avez aussi le britannique Basil Liddell Hart, Mao, etc.

Et parmi les théoriciens de la stratégie directe, vous pouvez tirer des enseignements qui sont toujours très actuels comme les trois principes de Foch – liberté d'action, concentration des efforts et économies des moyens – ou cette citation de

Napoléon Bonaparte « À la guerre les trois quarts sont des affaires morales ; la balance des forces réelles n'est que pour un autre quart. ».

11/ Connaissez-vous les écoles Espérances Banlieues, où les jeunes gens de toutes origines et parfois en situation d'échec scolaire, sont vouvoyés par leurs professeurs, portent un uniforme et pratiquent chaque matin le lever des couleurs, apprennent à aimer son Histoire ? Serait-ce en germe le retour heureux de ce que fût il n'y a pas si longtemps l'école de la République ?

Tout à fait. Nous connaissons Espérance Banlieues et j'ai visité un de leurs sites. C'est effectivement impressionnant ce qu'ils arrivent à faire. Nous ne pouvons que rêver au déploiement de cette approche pédagogique partout en France.

L'Education nationale est l'institution malade de la République et pourtant si déterminante pour notre avenir. C'est une politique de long terme par excellence. Les résultats sont non seulement très mauvais, voire catastrophiques, mais c'est une véritable casse sociale au détriment des classes populaires qui subissent une double peine : des conditions de vie difficile et une école, du fait de la carte scolaire notamment, qui les enfonce dans la précarité et la reproduction sociale alors qu'elle devrait apparaître comme une planche de salut. Non seulement notre dépense intérieure d'éducation (DIE) est supérieure à la moyenne des pays développés (OCDE) pour des résultats inférieurs, mais les résultats moyens des enfants d'ouvriers, d'employés et de personnes sans emploi en France sont très en-deçà des résultats des enfants de même condition sociale dans les autres pays occidentaux. A l'inverse, les enfants de cadres ont des résultats équivalents à leurs homologues. Face à ce drame humain et social à grande échelle, il est toujours très surprenant de constater la frilosité, le refus de tout changement et le conservatisme du corps enseignant, d'autant

plus qu'une majorité de ce dernier a le cœur à gauche et devrait donc se révolter devant une telle injustice.